



**Appel du 9^{ème} congrès de la CGT Educ'action
Guidel, 29 mai – 2 juin 2017**

**Macron président : Loi Travail, Ordonnances, poursuite de l'Etat
d'urgence...**

**DEFENDONS NOS DROITS SOCIAUX ET NOS LIBERTES !
RESISTANCE !**

La CGT Educ'action a tenu son congrès du 29 mai au 2 juin 2017. Ce congrès s'est tenu quelques semaines après l'élection présidentielle et quelques jours avant les élections législatives.

Emmanuel Macron, après une campagne soutenue par les plus grands médias, a été élu Président de la République. Il n'est pas inutile de rappeler qu'avec 24% des voix au 1^{er} tour, soit 18% des inscrits, un taux record d'abstention et de bulletins blancs ou nuls au second tour, et un vote massif contre l'extrême-droite, cette élection n'est pas un plébiscite à un programme.

La nomination rue de Grenelle de Jean-Michel Blanquer, proche d'Alain Juppé, de l'Institut Montaigne et des directions de l'enseignement catholique, qui dirigeait ces dernières années l'ESSEC, l'une des plus prestigieuses écoles de commerce, annonce clairement la volonté d'appliquer à l'Education nationale les recettes libérales : « autonomie » des établissements scolaires pour les programmes, les horaires et l'embauche, leur mise en concurrence à tous les niveaux, annualisation du temps de travail des enseignants.es et menaces pour nos statuts, techniques de gestion inspirées du management entrepreneurial, des menaces sur la voie professionnelle... Elle annonce aussi une offensive idéologique plébiscitant les neurosciences au service des officines pédagogiques ultra réactionnaires comme « agir pour l'école » avec pour symbole Céline Alvarez.

La nomination comme Premier Ministre d'un fondateur de l'UMP, ancien directeur de la communication d'Areva, de même que la nomination à Bercy d'un cacique de la droite, Bruno Le Maire, et le directeur de campagne de Sarkozy à la primaire de la droite, Gérard Darmanin, comme des représentant-e-s de la soi-disant « gauche » sociale libérale, ne laissent plus aucun doute sur l'orientation du gouvernement. La pseudo modernité affichée aboutit au pouvoir renforcé du monarque affichant son intention d'utiliser le parlement comme chambre d'enregistrement pour gouverner par ordonnances dès cet été afin de poursuivre la casse du Code du Travail et de la protection sociale. La nomination au ministère du Travail d'une technocrate proche du MEDEF en dit long sur les objectifs programmés.

Poursuivre une politique de casse de conquies des travailleurs et des travailleuses, conquies obtenus notamment au moment du CNR par la grève en 1936 et 1968 détruira encore plus les conditions de travail de toutes et tous et ne pourra qu'aggraver le bilan du quinquennat Hollande-Valls-Macron qui a vu le développement du chômage, de la précarité, l'explosion des inégalités sociales, et favoriser la montée de l'extrême droite. Notre refus de la loi « Travail » est toujours aussi déterminé. Macron et son équipe veulent aller encore plus loin pour assurer la flexibilité totale des salarié.es en réduisant leurs droits au maximum.

A cela s'ajoute la poursuite de l'Etat d'urgence et des politiques migratoires à l'encontre des réfugié.es.

Poursuivre encore la politique d'augmentation des dépenses militaires, en particulier par le non-respect du TNP (Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires) met en jeu la

responsabilité de la France dans le développement des conflits mondiaux. Elle prive notre pays de finances pour ses besoins fondamentaux et pour la coopération internationale.

Contre les conséquences de ces politiques libérales et d'austérité, des travailleurs d'entreprise comme GMS, Tati, Ford, sont en grèves et en luttés, des syndicats appellent à des journées de grève.

Les semaines qui viennent vont être décisives et notre mobilisation la plus unitaire devra être au rendez-vous et à la hauteur de l'enjeu.

La CGT Educ'action s'engage à travailler à construire un rapport de force national et nous prendrons des initiatives en ce sens.

Macron a son calendrier de contre réformes, dès maintenant préparons la résistance et imposons notre calendrier ! Rien n'est inéluctable. La CGT Educ'action a adressé un appel à la confédération pour une date de grève nationale interprofessionnelle fin juin, point de départ d'un calendrier de luttés.